

Alors que la discussion sur le budget 2015 et ses 21 milliards de coupes dans les dépenses publiques vient de s'engager à l'Assemblée nationale, une nouvelle salve d'attaques se prépare contre les salariés. En ligne de mire : l'indemnisation des chômeurs.

UN GOUVERNEMENT 100% AU SERVICE DES RICHES

Sous prétexte de réduire le déficit de la Sécurité sociale dû à l'explosion du chômage et aux baisses ou exonérations des cotisations payées par le patronat, la prime de naissance passera de 923 € à 308 € à partir du 2^{ème} enfant, le congé parental passera de fait de 3 ans à 18 mois. En parallèle, la taxe de 75% sur les plus hauts salaires disparaîtra au 1^{er} janvier 2015. Tout un symbole !

Soi-disant au nom de « la lutte contre la pauvreté », le gouvernement vient de revaloriser le RSA. Résultat : seulement entre 120 et 350€ de plus... par an. Mais au nom de l'aide à la constitution d'un patrimoine immobilier pour ceux qui en ont les moyens, le gouvernement permet de bénéficier d'un amortissement pour l'achat d'un logement à louer à sa famille. Revenu

supplémentaire escompté : 5 250 € par an pour les investisseurs immobiliers.

DES RÉSISTANCES, DES LUTTES QUI GAGNENT

Il n'y a plus aucun doute : pour enrayer cette politique infernale qui s'attaque à nos conditions de vie et de travail et mettre un terme aux attaques, il va falloir se battre.

Les pilotes d'Air France viennent de montrer que face au patronat et au gouvernement, la grève reste encore le meilleur moyen de construire le rapport de forces. Les femmes de chambre de l'hôtel parisien de luxe Park Hyatt ont, après cinq jours de grève, gagné l'équivalent de 400 à 500 € par mois. La détermination affichée le 23 septembre dernier par les personnels des services hospitaliers a permis des victoires à Caen ou Villejuif.

Autant de luttes qui, après celles des cheminots, des postiers, de Notre Dame des Landes, sont les preuves

que des résistances sont possibles, pour arriver à l'indispensable « tous ensemble ».

ET PENDANT CE TEMPS-LÀ

Le 9 octobre, les négociations sur le « dialogue social » ont repris. Il s'agit cette fois de discuter la hausse ou la suppression des « seuils sociaux », c'est à dire le seuil d'effectifs à partir desquels un employeur a l'obligation d'organiser des élections professionnelles. Mais sans rapport de forces favorable aux travailleurs, ces négociations ne serviront qu'à faire avaliser par les représentants syndicaux de nouveaux reculs, comme cela a été le cas pour le pacte de compétitivité, les précaires et les intermittents du spectacle.

NOUS SOMMES DES MILLIONS

La solution ne viendra pas de ces négociations dans lesquelles s'enlisent les directions syndicales. Elles ne pourront venir que de l'extension et de la convergence des luttes. Car des luttes, il en existe dans de nombreux secteurs, tant les mécontentements sont massifs. Mais pour l'instant, toutes ces révoltes sont parcellisées, fragmentées, même si des tentatives sont faites pour les fédérer, comme à la Poste, à la SNCF ou dans la santé.

Le 16 octobre, la CGT, parfois rejointe par d'autres organisations syndicales, a appelé à une journée de mobilisation nationale et interprofessionnelle contre le projet de loi de financement de la Sécurité sociale.

Alors oui, mobilisons nous le 16 octobre pour crier notre colère, mais surtout pour faire entendre la voix de celles et ceux qui veulent que soit discuté, au delà de cette journée, un vrai plan d'action pour construire un vrai bras de fer avec Hollande, Valls et Macron, avec l'objectif de faire plier patronat et gouvernement. Face à la violence des attaques de ce gouvernement, c'est un mouvement d'ensemble, une grève massive et prolongée qu'il faut préparer !



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Avec tracts, actus, infos, le site est essentiel à l'échange d'informations sur l'actualité des luttes dans notre secteur.



A RENAULT MUTUELLE OBLIGATOIRE !

Sans demander l'avis des salariés concernés, pas même à leurs militants, CFDT, CGC et CGT n'ont pas été gênées d'aller signer l'accord instituant l'adhésion obligatoire à «Humanis Mutuelle Renault». Pour ça, ils prétendent avoir «*recherché un dispositif de couverture visant à assurer un juste remboursement*».

Mais s'il y a aujourd'hui un problème de « juste remboursement », c'est d'abord en raison de la réduction de la part prise en charge par la Sécurité sociale, réduction motivée par le fameux « trou de la Sécu » dont on rabâche les oreilles. Or ce trou, il est d'abord la conséquence de toutes les exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises, Renault compris. Alors, nous ne pouvons accepter le caractère obligatoire y compris pour la famille, et en tout cas de ne pas être consultés.

C'est pourquoi un rassemblement à l'initiative de SUD a eu lieu à Guyancourt, et une pétition à l'initiative de la CGT à Cléon demandant "la suppression de l'obligation d'adhérer pour la famille et une meilleure participation de Renault" a déjà été signée par plus de 1080 salariés sur 3600. Pourquoi pas ici !

ENFUMAGE SUR LE CHÔMAGE

Mentez, mentez, il en restera toujours quelque chose...pour justifier son offensive contre les chômeurs, le gouvernement prétend que le chômage serait trop bien indemnisé. La France n'arrive pourtant qu'en 9ème position sur ses prétendues largesses, après les Pays-Bas, l'Autriche, la Belgique, ou encore l'Irlande ! Qui plus est, la part des chômeurs indemnisés est passée de 48,5% en 2009 à 44,8% en 2011. Moins d'un chômeur inscrit sur deux est donc indemnisé ! Des chiffres qui rétablissent un peu la réalité.

ET ENCORE DES MENSONGES ...

Le mythe des emplois non pourvus, dédaignés par des chômeurs qui préféreraient l'assistanat, a la vie dure. Des chiffres sont repris soit par Sarko (500 000 ou 250 000 selon les jours), soit par Hollande (350 000) pour justifier un contrôle renforcé sur les chômeurs. Or, selon une enquête de Pole Emploi, seules 3% des offres n'aboutissent pas faute de candidatures suffisantes...très loin du mythe !

LES PROMESSES N'ENGAGENT QUE CEUX QUI Y CROIENT

Après celle d'Aulnay, la direction avait promis qu'il n'y aurait pas d'autre fermeture de site. Et à la rentrée, Tavarès a juré que PSA « *ne fermera pas de site industriel en France* ». Mais l'usine de Borny n'est plus un « site », c'est une partie d'un « pôle industriel régional », alors dans ce cas tout est possible... La direction joue sur les mots : il faudra l'empêcher de jouer avec nos vies.

TRAVAILLER COMME DES CHIENS POUR GAGNER MOINS !

Les cadences et les Conditions de Travail nous les subissons toutes et tous. En plus de ça, nous devons subir le choix de la direction de nous mettre au

chômage selon son bon vouloir.

Une question se pose: pourquoi travailler tant et si vite alors que nous chômons tant ? Il est urgent de remettre les choses à l'endroit : travaillons moins vite pour travailler toutes et tous, dans de meilleures conditions et sans perte de salaire. Le pire, c'est que c'est l'état qui finance une partie de notre dédommagement sans même rien exiger des patrons ! On a beau dire, Plan de Sauvegarde des Emplois ou Congé senior, la vérité que nous subissons c'est bien les suppressions d'emplois par centaines. N'oublions pas que ces stratégies patronales mettent en danger notre travail !! Organisons la riposte : sans nous pas de bagnoles !!!

PAS DE BAGNOLES SANS NOUS !

Le salon de l'auto se tient actuellement à Paris alors que PSA et Renault renouent avec les profits et distribuent des dividendes à leurs actionnaires, en conséquence des milliers de suppressions d'emploi et du blocage des salaires. Les modèles que toutes les marques présentent dans ce salon du luxe ne proviennent que de notre travail à nous, ouvriers et ouvrières de l'automobile. Les travailleurs de Ford Blanquefort ont bien eu raison d'y manifester le 4 octobre en criant « *On veut du boulot, pas du baratin*».

GASTRONOME EN LUTTE POUR LA DIGNITÉ

Les 162 salariés de Gastronome sont menacés par la fermeture de leur site. La direction dit vouloir suver le groupe en sacrifiant l'usine de Luché Pringé. Après s'être rempli les poches avec 30 millions€ d'aides publiques et avoir demandé aux salariés de faire des heures supplémentaires, la direction veut partir. Si elle part ce sera après avoir remboursé les collectivités locales et trouvé de vraies solutions pour les salariés ! Rappelons qu'il s'agit un territoire déjà meurtri par les fermetures de Candia et Gemini. Les actionnaires ne dictent que trop souvent leurs volontés. Ce ne sont pas les salariés qui posent problème mais bien ces parasites qui s'enrichissent sur le dos des travailleurs. Vivons les !

KOBANÉ RESISTANCE !

Assiégée depuis trois semaines, la ville kurde de Kobané au nord de la Syrie est en train de tomber aux mains des fanatiques réactionnaires de «l'État Islamique» (EI). La seule préoccupation des grandes puissances est de protéger leurs propres intérêts. L'armée turque a la prétention d'établir un «territoire tampon» une fois que l'EI aurait fini son sale boulot de nettoyage ethnique. Le NPA condamne le blocage par l'armée turque de la frontière syrienne qui empêche les volontaires kurdes de Turquie d'aller prêter main forte à leurs frères et sœurs de Kobané. Mobilisons-nous pour soutenir par tous les moyens les Kurdes, les populations et les travailleurs et travailleuses de Syrie et d'Irak, qui résistent à la terreur !

Pour nous contacter :

Tél : 06 33 55 00 27

Mail : npa.sarthe@gmail.com